



Doc. 16115

06 février 2025

La détérioration des droits des femmes en Afghanistan: la nécessité d'une réponse internationale

Proposition de résolution

déposée par Mme Maria SYRENGELA et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Depuis le retour au pouvoir des talibans en août 2021, la situation des femmes en Afghanistan s'est considérablement dégradée. Les femmes, qui avaient fait pu se faire une place dans l'éducation, dans le monde du travail et dans la vie publique, se voient maintenant imposer de sévères restrictions. La chute du Gouvernement afghan a entraîné un recul systématique de leurs libertés civiles, ce qui a eu pour effet de les réduire au silence et d'anéantir leurs aspirations.

Les femmes n'ont plus le droit de fréquenter les établissements d'enseignement secondaire et les universités, ce qui plonge des millions d'entre elles dans la dépendance économique et les rend plus vulnérables à la violence. Des lois draconiennes limitent leur liberté de circulation et les empêchent de choisir comment s'habiller. Une femme ne peut accéder à l'espace public et aux services essentiels que sous la surveillance d'un homme. Le démantèlement des protections juridiques et l'augmentation de la violence fondée sur le genre privent les femmes de tout accès à la justice. Des informations faisant état de détentions arbitraires de militant·es et de journalistes soulignent l'urgence d'une réponse internationale.

L'Assemblée parlementaire doit examiner d'urgence ces violations et défendre les droits des femmes afghanes. Il est essentiel d'élaborer des stratégies d'aide humanitaire, de promouvoir des possibilités d'éducation et de rétablir les protections juridiques. Un mécanisme de suivi doit être mis en place pour veiller à ce que la communauté internationale reste mobilisée, et il faut réaffirmer l'engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

En 2021, la Grèce a joué un rôle essentiel dans une opération à haut risque qui a permis à environ 150 femmes afghanes, dont des parlementaires, des juges et des militantes, de sortir de leur pays. À cette opération ont participé le Gouvernement grec et de nombreuses ambassades et ONG. Des femmes afghanes ont ainsi pu bénéficier d'un hébergement sûr et de soins médicaux et s'installer en toute légalité. Cette initiative montre qu'il est indispensable de poursuivre la collaboration internationale pour que les femmes afghanes soient à l'abri et aient des perspectives d'avenir.

L'Assemblée doit veiller à ce que les voix des femmes afghanes soient entendues, à ce que leurs droits soient protégés et à ce que leur sécurité soit assurée.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

SYRENGELA Maria, Grèce, PPE/DC
ÅBERG Boriana, Suède, PPE/DC
BAKOYANNIS Dora, Grèce, PPE/DC
BERGAMINI Deborah, Italie, PPE/DC
BOROWSKI Marek, Pologne, PPE/DC
BOVENS Theo, Pays-Bas, PPE/DC
BRICO Christophe, Monaco, PPE/DC
BRINTON Sal, Royaume-Uni, ADLE
BULAI Iulian, Roumanie, ADLE
CACHIA Naomi, Malte, SOC
CRUCHTEN Yves, Luxembourg, SOC
DAVIDOVICI Natalia, République de Moldova, PPE/DC
EFTHYMIOU Anna, Grèce, PPE/DC
EROTOKRITOU Christiana, Chypre, SOC
FRESKO-ROLFO Béatrice, Monaco, ADLE
GALLES Paul, Luxembourg, PPE/DC
GIOVAGNOLI Gerardo, Saint-Marin, SOC
HELIC Arminka, Royaume-Uni, CEPA
KOVÁCS Elvira, Serbie, PPE/DC
KRAVCHUK Yevheniia, Ukraine, ADLE
MARTINEZ SEIJO Luz, Espagne, SOC
MEZENTSEVA-FEDORENKO Mariia, Ukraine, PPE/DC
MINA Alice, Saint-Marin, PPE/DC
MODERT Octavie, Luxembourg, PPE/DC
MURATORI Giulia, Saint-Marin, SOC
OIKONOMOU Ioannis, Grèce, PPE/DC
PASQUIER-CIULLA Christine, Monaco, PPE/DC
PETRUSHEVSKA Marija, Macédoine du Nord, PPE/DC
PILLER CARRARD Valérie, Suisse, SOC
POLIDORI Catia, Italie, PPE/DC
ROBLES Gonzalo, Espagne, PPE/DC
SCHÄFER Axel, Allemagne, SOC
STAMATIS Georgios, Grèce, PPE/DC
STYLIANIDIS Evripidis, Grèce, PPE/DC
TOUHIG Don, Royaume-Uni, SOC
VOKSHI Albana, Albanie, PPE/DC
VONTA Tamara, Slovaquie, ADLE
WEYDERT Stéphanie, Luxembourg, PPE/DC
WIECHEL Markus, Suède, CEPA
ZINGERIS Emanuelis, Lituanie, PPE/DC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CEPA: Conservateurs européens, Patriotes et Affiliés
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts